

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT D'INTERET NATIONAL

PACTE D'ACTIONNAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

1. **L'établissement public Grand Paris Aménagement**, domicilié Parc du Pont de Flandre, 11 rue de Cambrai Bâtiment 033 – 75019 Paris, représenté par Monsieur Stéphane de Fay, en sa qualité de Directeur général, dûment habilité à cette fin ;

Ci-après désigné « GPA »,

ET :

2. **L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol**, dont le siège est sis Boulevard de l'Hôtel de ville, 93600 Aulnay-sous-Bois, représentée par Monsieur Bruno Beschizza, en sa qualité de Président en exercice, dûment habilité à cette fin ;

Ci-après désignée « EPT »,

ET :

3. **La Ville d'Aulnay-Sous-Bois**, dont le siège est sis Boulevard de l'Hôtel de ville, 93600 Aulnay-sous-Bois, représentée par Madame Séverine MAROUN, Première Adjointe, dûment habilité à cette fin, en vertu d'une délégation de Monsieur Bruno Beschizza, Maire en exercice ;

Ci-après désignée « Ville »,

GPA, l'EPT et la Ville étant désignés ci-après chacun ou ensemble la/une ou les « Parties »

En présence de :

La SPLA-IN xxx, Société Publique Locale d'Aménagement d'intérêt national au capital de xxx euros dont le siège social est situé xxxx, immatriculée au RCS de xxx sous le n° (...), représentée à l'effet des présentes par (...).

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Les articles L.327-1 et suivants du code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue de la loi n° 2017-257 en date du 28 février 2017, permettent à un établissement public de l'Etat visés aux sections 2 et 3 du chapitre Ier du Titre II du Livre III de la Partie législative du code de l'urbanisme, de créer, avec au moins une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, une société publique locale d'aménagement d'intérêt national, compétente pour organiser, réaliser ou contrôler toute action ou opération d'aménagement relevant de la compétence de ses Actionnaires.
2. Dans ce contexte, les Actionnaires signataires du présent Pacte ont convenu de créer la société publique locale d'aménagement d'intérêt national dénommé « XXX » (ci-après « SPLA-IN » ou la « Société »).
3. Ils ont également décidé de conclure le présent Pacte, définissant notamment les règles principales qu'ils s'engagent à respecter dans le cadre du fonctionnement de la SPLA-IN, ainsi que les modalités de sa gouvernance ou de ses évolutions et les conditions d'un contrôle analogue renforcé sur la Société par ses Actionnaires.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 Objet du pacte

L'objet du présent Pacte est de :

- rappeler la composition du capital et la gouvernance de la Société (**Titre I**),
- définir les règles relatives au contrôle analogue (**Titre II**),
- fixer les engagements opérationnels et financiers des Actionnaires (**Titre III**).
- Rappeler diverses dispositions propres au Pacte (**Titre IV**) ;

Le présent Pacte s'articule avec les stipulations des Statuts.

Les Parties s'engagent en tout état de cause à respecter les stipulations des Statuts.

TITRE I : COMPOSITION DU CAPITAL ET GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

Article 2 Définitions

Les termes, ci-après, mentionnés utilisés avec une majuscule dans le Pacte auront le sens résultant des définitions, ci-dessous :

« **Actionnaires** » : désigne l'ensemble des Actionnaires fondateurs de la Société, et, le cas échéant, toute personne morale ou physique qui viendrait ultérieurement à acquérir des Titres de la Société et qui aurait adhéré au présent Pacte d'Actionnaires.

« **Comité** » : désigne le comité de contrôle dont la création et le fonctionnement sont prévus à l'article 8 du Pacte.

« **Contrat de concession** » : désigne le contrat par lequel l'un des actionnaires de la société à l'initiative d'une opération d'aménagement délègue à la société l'étude et la réalisation de celle-ci.

« **Désaccord** » : désigne une mésentente persistante entre les Parties sur l'exécution et/ou la modification du présent Pacte et ses annexes pour laquelle aucune solution amiable n'aurait été trouvée.

« **Cession** » ou « **Céder** » : désigne les transmissions de Titres à titre gratuit ou onéreux.

« **Pacte** » : désigne le présent pacte conclu ce jour par les Parties et ses annexes et tel qu'il sera éventuellement modifié ou complété par voie d'avenant signé par chacune des Parties.

« **Parties** » : désigne les Parties signataires du Pacte et celles qui y adhéreraient ultérieurement.

« **Plan d'Affaires** » : désigne le document déterminant les objectifs communs des Parties en matière d'activité et de développement de la Société et les moyens pour y parvenir.

« **Société** » ou « **SPLA-IN** » : désigne la société publique locale d'aménagement d'intérêt national dénommée « **XXX** », au capital de xxxx €, dont le siège social est situé xxxx, immatriculée au RCS de xxx sous le numéro (•).

« **Statuts** » : désigne les Statuts constitutifs de la Société.

« **Tiers** » : désigne toute personne physique ou morale, non Actionnaire de la Société, et qui n'est pas une Partie.

« **Titres** » : désigne :

- (i) tout titre de capital ou tout instrument financier donnant accès au capital de la Société et notamment toute action et toute valeur mobilière émise par la Société donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution à tout moment de titres émis en représentation d'une quotité du capital de la Société et/ou donnant droit de quelque manière que ce soit, à une part des profits ou du boni de liquidation ou à des droits de vote de la Société ;
- (ii) tout droit d'attribution ou de souscription d'un Titre ;
- (iii) tout démembrement de la propriété d'un Titre et tout autre titre de même nature qu'un Titre émis ou attribué par une quelconque entité à la suite d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actif ou opération similaire de la Société.

Article 3 **Composition du capital social – Engagement des Parties**

3.1. A la date de signature du Pacte, le capital social de la Société est d'un montant de huit **millions d'euros** divisé en **10 000 actions** de 800 **euros** de valeur nominale chacune, réparties ainsi qu'il suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage de détention
Grand Paris Aménagement	5 100	51%
EPT Paris Terres d'Envol	3 500	35%
Ville d'Aulnay sous Bois	1 400	14%
Total	10 000	100 %

3.2. Les Parties s'engagent expressément à respecter, au sein des organes compétents de la Société, toutes les stipulations du Pacte et à ne pas y voter ou y faire voter toute décision qui serait contraire aux stipulations du Pacte.

Article 4 **Engagement d'incessibilité et dérogation**

Les Parties estiment essentiel le maintien d'une participation directe stable au capital de la Société pendant une période initiale.

En conséquence, est interdite pendant cinq ans à compter de la signature du présent Pacte, sauf accord exprès et écrit unanime des Parties, toute cession par un Actionnaire fondateur de Titres de la Société que ce soit au profit d'un Tiers ou d'un autre Actionnaire de la Société si cette opération a pour effet de réduire :

- la participation de l'EPT Paris Terres d'Envol dans le capital social de la Société en dessous de 35 % ;
- la participation de Grand Paris Aménagement dans le capital social de la Société en dessous de 51% ;

L'EPT Paris Terres d'Envol et Grand Paris Aménagement, chacun pour ce qui le concerne, s'engagent donc expressément et irrévocablement à conserver directement, sans pouvoir les céder de quelque manière que ce soit, jusqu'au cinquième anniversaire de la date de signature des Statuts, les Titres lui permettant de conserver le seuil de détention capitalistique indiqué aux alinéas précédents.

Cette inaliénabilité temporaire des Titres sera inscrite en caractère apparent sur le registre de mouvements de titres de la Société et sur les comptes individuels de l'ensemble des Actionnaires.

Toute cession opérée en violation de la présente clause serait nulle et de nul effet, étant précisé que toute Partie pourrait solliciter la nullité de la cession et le retour à la situation antérieure notamment sur le fondement de l'article 1221 du code civil.

Article 5 Composition du Conseil d'administration de la Société

Les Parties conviennent que le Conseil d'administration de la Société conservera pendant toute la durée du Pacte la structure et la composition suivante, dans les conditions prévues par les statuts de la Société :

- Les sièges d'administrateurs sont répartis comme suit entre les Actionnaires :
 - Grand Paris Aménagement : 6 administrateurs, parmi lesquels pourront notamment être désignés :
 - le Directeur Général de Grand Paris Aménagement ou son représentant ;
 - le premier Vice-Président du Conseil d'administration de Grand Paris Aménagement ou son représentant ;
 - deux administrateurs représentant respectivement le ministre chargé du budget et le ministre chargé de l'urbanisme ;
 - EPT Paris Terres d'Envol : 3 administrateurs, dont 2 conseillers territoriaux désignés par le conseil municipal de la Ville d'Aulnay-sous-Bois.
 - Ville d'Aulnay-sous-Bois : 2 administrateurs.
- Les Actionnaires pourront désigner un suppléant pour chaque administrateur chargé de les représenter au sein du Conseil d'administration ; chaque suppléant sera affecté à un administrateur pré-identifié et le remplacera, dans la limite de ses possibilités, en cas d'empêchement ; les Actionnaires désigneront les suppléants selon les règles internes qui leur sont propres, en respectant au minimum les modalités applicables, aux termes des Statuts, pour la désignation des administrateurs ; en cas d'empêchement de son suppléant ou en cas d'absence de suppléant, quelle qu'en soit la raison, même sur simple choix,

l'administrateur empêché pourra donner pouvoir à un autre administrateur représentant le même Actionnaire, dans les conditions prévues par les Statuts ;

- Les collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales Actionnaires qui ne pourraient pas être directement représentés au sein du Conseil d'administration, en raison du nombre contraint d'administrateurs, participeront audit conseil par le biais d'une assemblée spéciale, conformément aux dispositions statutaires et à l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales ;
- Tout actionnaire de la Société qui souhaite confier à cette dernière la réalisation d'une opération d'aménagement, mais qui ne dispose pas de siège au Conseil d'Administration pourra y participer en qualité de censeur, conformément à l'article 20 des Statuts, dès la transmission du dossier de l'opération et jusqu'à l'expiration du contrat conclu avec la Société à ce sujet ; le représentant de cet actionnaire pourra être entendu, à sa demande, par le Conseil d'administration et l'ensemble des organes de direction de la Société, ses observations devant alors être consignées au procès-verbal des réunions dudit conseil.

Article 6 Président du conseil d'administration et Directeur Général

Les Actionnaires s'engagent, en leur nom et en celui de leurs représentants, à voter au sein du conseil d'administration pour l'élection d'un Président du conseil d'administration proposé par la Ville d'Aulnay-sous-Bois.

Les Actionnaires s'engagent, en leur nom et en celui de leurs représentants, à voter au sein du conseil d'administration pour la désignation d'un Directeur Général qui soit une personne physique autre que le Président du Conseil d'administration, et qui soit un salarié de Grand Paris Aménagement proposé par son Directeur général. Le Directeur général ne percevra pas de rémunération ou complément de rémunération au titre de ses fonctions de Directeur général de la SPLA-IN.

Article 7 Possible intégration d'autres communes de l'EPT Terres d'envol et/ou du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis au rang des actionnaires

Dans l'hypothèse où la SPLA-IN viendrait à intervenir sur le territoire de communes non-actionnaires, les Actionnaires s'accordent sur la possibilité de proposer à ces communes d'en devenir actionnaire par cession de Titres de la Ville d'Aulnay-sous-Bois.

Les Actionnaires envisagent également, postérieurement à la création de la SPLA-IN, de proposer au Conseil départemental de Seine-Saint-Denis d'en devenir actionnaire par cession de Titres de la Ville d'Aulnay-sous-Bois.

En cas de rachat d'une partie des Titres de la Ville d'Aulnay-sous-Bois par une commune ou le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, les Actionnaires conviennent d'ores et déjà des dispositions suivantes :

- Les principes et équilibres décrits dans les Statuts et le Pacte demeureront inchangés sauf pour les points définis ci-dessous :

- Les Titres de la Ville d'Aulnay-sous-Bois qui seraient vendues ne pourront représenter plus de 400 Titres soit 4% de la totalité des Titres de la SPLA-IN ;
- Le nombre total d'administrateurs de la SPLA-IN sera porté à 13 répartis comme suit :
 - Grand Paris Aménagement : 7 administrateurs ;
 - EPT Paris Terres d'Envol : 3 administrateurs dont 2 conseillers territoriaux désignés par le conseil municipal de la Ville d'Aulnay-sous-Bois ;
 - Ville d'Aulnay-sous-Bois : 2 administrateurs ;
 - Nouvel actionnaire : 1 administrateur.

TITRE II : CONTROLE ANALOGUE

Article 8 Comité de contrôle

Les Parties conviennent de constituer au sein de la Société un Comité de contrôle dont l'objet est de contrôler les missions susceptibles d'être confiées à la Société, ainsi que de vérifier la conformité de l'exécution des contrats passés avec la Société.

Ce Comité complète les organes sociaux dans la mise en œuvre du contrôle analogue de la société par les Actionnaires, et notamment du contrôle des orientations stratégiques de la société, de ses modalités de fonctionnement et du déroulement des opérations.

Dès la constitution de la Société, les Parties conviennent de voter en faveur de toute résolution qui serait soumise au Conseil d'Administration et qui aurait pour objet de créer le Comité de contrôle conformément aux dispositions de l'article R.225-29 du Code de commerce.

Les Parties s'engagent à permettre la participation au Comité de contrôle, avec voix consultative, des représentants de l'Etat ci-après désignés :

- un (1) représentant désigné par le ministre chargé du budget ;
- un (1) représentant désigné par le ministre chargé de l'urbanisme ;
- le contrôleur général économique et financier de l'Etat désigné en application du décret n°55-733 du 26 mai 1955 ou le représentant qu'il désignera.

A cet effet, les Parties devront soumettre la résolution créant ce Comité au vote des administrateurs de la Société dans un délai de trois (3) mois à compter de son immatriculation et s'engagent à faire adopter un règlement intérieur qui fixe les modalités et les règles de fonctionnement.

TITRE III : ENGAGEMENTS OPERATIONNELS ET FINANCIERS

Article 9 Accord sur le plan d'affaires

Figure en annexe du Pacte le Plan d'Affaires prévisionnel de la Société, établi en fonction des hypothèses retenues par les Actionnaires à la date de signature du Pacte.

Ce Plan d'affaires constitue une partie intégrante du Pacte ; il constitue la feuille de route de la Direction générale de la Société.

Il sera actualisé au minimum une fois par an par le Directeur général de la Société en vue de son approbation par les Actionnaires.

Lors de l'approbation des comptes sociaux annuels, il sera procédé par le Directeur général de la Société à la présentation d'un état de suivi du Plan d'Affaires notamment sur les points suivants :

- avancement des opérations que la Société a en portefeuille (études, acquisitions, travaux, cessions...) et de la rémunération induite pour la Société ;
- présentation des contrats/opérations en cours de signature ou attendus sur l'exercice à venir et de leurs impacts sur le chiffre d'affaires de la Société ;
- état des lieux sur l'exercice écoulé et projection pluriannuelle des charges de structure de la Société,
- plan de trésorerie prévisionnel lié aux opérations portées par société.

Les stipulations du Pacte et du Plan d'Affaires constituent un tout indissociable.

Article 10 Engagements opérationnels des Actionnaires

Les Parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour permettre la bonne réalisation, par la Société, des actions ou opérations qui lui seraient confiées, notamment en ce qui concerne la mise à disposition du foncier, des équipements concernés, la transmission de tous éléments d'information, le versement des subventions susceptibles d'être octroyées et les décisions administratives financières ou techniques requises.

Article 11 Accord sur la conduite opérationnelle des opérations et modalités de gestion de la Société

Les moyens de la Société seront principalement mis en œuvre par Grand Paris Aménagement.

La mise à disposition des moyens de Grand Paris Aménagement à la Société fera l'objet d'une convention de service triennale.

Les Actionnaires s'engagent à signer cette convention dans les 3 mois suivant la signature du présent Pacte et à la renouveler triennalement durant toute la durée du Pacte.

Les procédures internes de Grand Paris Aménagement (processus internes, commission des marchés publics, modalités de désignation des opérateurs immobiliers en cas de cessions de fonciers...) seront applicables dans le fonctionnement courant de la Société.

Le référentiel des procédures internes de Grand Paris Aménagement applicables au fonctionnement interne de la Société ainsi que ses évolutions successives sera mis à disposition de la Société et rendu disponible sur simple demande aux administrateurs de la Société.

Article 12 Répartition des risques entre les Actionnaires et la Société

Pour les opérations confiées à la Société, les risques issus des opérations d'aménagement seront en principe supportés par la Société en sa qualité d'aménageur, dans les conditions déterminées par le contrat de concession conclu selon les spécificités de l'opération et le Plan d'Affaires de la société.

Article 13 Contribution aux pertes de la Société

Les Actionnaires ne sont responsables des pertes de la Société qu'à concurrence de leurs apports.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14 Décisions importantes

Les projets de décisions portant sur les sujets limitativement énumérés (ci après désignées comme « les décisions importantes ») ci-après devront, avant toute délibération du conseil d'administration ou des assemblées générales, être communiqués :

- pour avis simple aux ministres chargés de l'économie, du budget et de l'urbanisme ou aux représentants qu'ils désigneront ;
- pour avis et approbation préalable à la Ville d'Aulnay

La liste des Décisions importantes est la suivante :

- La nomination et révocation du président du conseil d'administration
- La nomination et révocation du directeur général
- Toute modification de la composition ou du fonctionnement du Comité de contrôle
- La convocation des assemblées générales et la détermination de leur ordre du jour
- Toute décision non prévue au budget annuel de la Société représentant un engagement financier supérieur à 100.000 euros HT
- L'approbation des comptes sociaux de la Société
- Toute décision d'affectation des résultats ou de distribution de dividendes ou de réserves
- Toute décision d'augmentation ou de réduction du capital de la Société
- Toute cession d'actions de la Société par une Partie à un tiers
- Toute prise ou cession de toute participation, dans toute société
- Toute opération de fusion, apport partiel d'actif, scission, liquidation ou de dissolution de la Société
- Toute modification des statuts de la Société

Le projet de décision est transmis pour avis par le Président du conseil d'administration de la Société.

L'avis des ministres chargés de l'économie, du budget et de l'urbanisme ou de leurs représentants est réputé rendu à défaut de réponse dans un délai de vingt (20) jours suivant réception de la demande.

L'avis et l'approbation de la Ville d'Aulnay sont réputés rendus et favorable à défaut de réponse dans un délai de vingt (20) jours suivant réception de la demande.

A défaut de présentation du projet de Décision importante aux ministres ou à leurs représentants, ou à la Ville, ou en cas de refus de la part de la Ville, la Décision importante envisagée ne pourra pas être prise, ni par le président du conseil d'administration, ni par le conseil d'administration, ni par la direction générale, ni en assemblée générale.

Article 15 **Durée**

Le Pacte entre en vigueur dès sa signature par les Actionnaires.

Il est conclu pour une durée de 10 ans. Avant l'expiration de ce délai, une prorogation du Pacte ne sera possible que par accord exprès des Parties, pour une période à déterminer.

Le Pacte pourra être révisé à tout moment par décision unanime des Parties, et éventuellement sur proposition du Conseil d'administration, afin d'être adapté à l'évolution de l'actionnariat, des opérations traitées par la Société et plus généralement du marché.

Tout Actionnaire cessera de plein droit de bénéficier et d'être lié par les stipulations du présent Pacte à compter du jour où ledit Actionnaire aura cédé la totalité de ses Titres, le Pacte continuant dans ce cas à s'appliquer aux autres Parties.

Nonobstant ce qui précède, le Pacte continuera à produire ses effets à l'égard de toute Partie qui n'aurait pas exécuté toutes ses obligations à la date de résiliation du Pacte ou à la date à laquelle elle aura cessé de détenir un Titre quelconque dans la Société.

Article 16 **Adhésion au Pacte**

Toute entrée d'un nouvel Actionnaire ne pourra intervenir que pour autant que le prétendant ait expressément accepté d'adhérer au Pacte préalablement à la réalisation d'une cession de Titres ou d'une augmentation de capital en sa faveur. Cette adhésion sera formalisée par la signature du Pacte par le nouvel Actionnaire pressenti.

A cet effet, dans le cadre d'une cession, le cédant, quel qu'il soit, s'engage à faire de cette disposition une condition suspensive de la cession de ses Titres.

Pour la mise en œuvre du présent article, les Actionnaires donnent à la Société, qui l'accepte, mandat irrévocable pour recueillir l'adhésion du Tiers en leur nom et pour leur compte. En conséquence, la simple signature par la Société d'un exemplaire du Pacte également signé par ledit Tiers vaudra adhésion au Pacte. Le Tiers deviendra de ce fait Partie au Pacte et le Pacte bénéficiera et liera le Tiers.

La Société aura également tous pouvoirs pour modifier le Pacte afin d'y inclure le nom du Tiers et de procéder aux modifications techniques conséquentes (à l'exclusion de toute autre modification) qui se révéleraient le cas échéant nécessaires. Les Parties seront liées par les modifications ainsi réalisées, étant toutefois précisé en tant que de besoin que la Société ne pourra en aucune manière modifier les droits et obligations des Parties à l'exception de ceux découlant de la représentation du Tiers au sein du conseil d'administration et du comité de contrôle. Une copie du Pacte modifié sera alors notifiée à chacun des Actionnaires par la Société.

Article 17 **Clause de rendez-vous**

Les Parties conviennent de se rencontrer périodiquement dans le cadre de réunions organisées au moins tous les deux (2) ans en vue d'évaluer de bonne foi la qualité de la réalisation de l'objet social, la stratégie et les moyens mis en œuvre, et le suivi des objectifs fixés par les Actionnaires ainsi que, le cas échéant, d'y apporter les adaptations qu'ils jugeraient nécessaires.

Article 18 **Notifications**

Toute notification en vertu du Pacte doit être faite par écrit et n'est valablement effectuée que par lettre remise en main propre contre décharge, par signification par huissier ou par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception adressée au siège de la Partie destinataire tel qu'il figure en tête du Pacte ; dans ces derniers cas, la date de première présentation vaut notification.

Il appartient à chaque Partie de notifier tout changement d'adresse aux autres Parties et à la Société ; à défaut toute notification sera réputée valablement faite à l'adresse de la Partie indiquée en en tête du Pacte.

Article 19 **Conditions d'exécution et portée du Pacte**

Les Actionnaires conviennent que le Pacte a pour eux une force obligatoire.

Ils s'engagent chacun pour ce qui le concerne à prendre toutes dispositions et à accomplir toutes démarches nécessaires, à tout moment et avec la diligence requise, pour donner plein effet aux stipulations du Pacte.

Les Actionnaires s'engagent à faire de la signature du Pacte une condition déterminante de toute cession de Titres qui pourrait intervenir au profit d'une collectivité non membre.

Article 20 **Indépendance et stipulations du Pacte**

Le Pacte forme un tout indivisible.

Cependant si l'une quelconque des dispositions du Pacte était considérée comme non opposable, nulle ou illicite par un tribunal judiciaire ou arbitral, une autorité gouvernementale ou une administration compétente, cela ne portera en aucun cas atteinte à la validité ou à l'application de toute autre disposition, sauf si ces autres dispositions font partie intégrante ou sont clairement indissociables des dispositions invalidées ou jugées inapplicables.

Dans l'hypothèse d'une telle invalidation ou inapplicabilité, les Parties s'efforceront en toute bonne foi de trouver un accord sur les modifications à apporter au Pacte afin de remplacer la clause inapplicable par des dispositions applicables, valides ou licites qui auront un effet identique ou aussi proche que possible et lui donner ainsi, dans toute la mesure du possible, un effet correspondant à leur commune intention.

Article 21 **Gestion du Pacte**

Les Parties mandatent la Société en qualité de gestionnaire du Pacte (ci-après « le Gestionnaire du Pacte »).

Les Parties s'engagent en conséquence à informer la Société préalablement à toute cession de Titres, ainsi que de toute notification ou autre, ou concomitamment à leur connaissance de la survenance de tout événement, ayant ou étant susceptible d'avoir une incidence sur les droits et obligations des Parties au titre du Pacte.

Une fois informé, la Société en sa qualité de gestionnaire du Pacte devra s'assurer avec les intéressés du respect de toutes les procédures applicables au titre du Pacte et de ce que tous les Actionnaires soient bien en mesure, conformément aux dispositions du Pacte, d'exercer leurs droits tels que, notamment, leur faculté d'achat ou de vente des Titres.

Les Parties ne signeront aucune cession des Titres de la Société sans avoir reçu au préalable l'avis du gestionnaire du Pacte quant au respect de tous les engagements et procédures contenus dans le Pacte.

Article 22 **Confidentialité**

Les Parties s'interdisent de communiquer à des Tiers toutes informations comptable, financière, technique, sociale, commerciale ou autre concernant la Société qui lui seront remises ou dont ils auraient connaissance à l'occasion de l'exécution du Pacte, à l'exception (i) des communications faites au profit de leurs conseils soumis à une obligation de secret professionnel, (ii) des communications nécessaires à l'exécution des présentes ou pour défendre leurs droits résultant des présentes et (iii) des communications obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, d'un jugement ou d'une décision administrative.

Les Parties seront liées par les obligations de confidentialité stipulées ci-dessus aussi longtemps que les informations concernées ne seront pas devenues publiques.

Article 23 **Clause de règlement des différends**

Le Pacte est, pour sa validité, son interprétation et son exécution, soumis à la loi française.

Il est institué entre les Parties un comité de règlement des Désaccords composé d'un représentant légal de chacune des Parties et ayant pour objet de mettre fin de manière amiable à tout litige ou blocage pouvant survenir entre les Parties quant à l'interprétation, l'exécution ou la validité du Pacte.

En cas de Désaccord, ce comité devra être obligatoirement saisi avant toute saisine des tribunaux, par la Partie la plus diligente. La Partie qui souhaiterait faire application de cette procédure devra le notifier sans tarder aux autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le comité disposera d'un délai de trois (3) mois à compter de sa saisine pour trouver un accord qui soit accepté par toutes les Parties.

Tout Désaccord survenant entre les Parties quant à l'interprétation, l'exécution ou la validité du Pacte, et qui ne pourrait être réglé par le comité de règlement des Désaccords dans le délai susvisé, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'appel de PARIS.

Fait en trois exemplaires originaux à ..., le ... 2021,

Pour Grand Paris Aménagement	Pour l'EPT Paris Terres d'Envol	Pour la Ville d'Aulnay sous Bois	Pour la Société

Annexe

Feuille de route et plan d'Affaires

PROJET